

*L'Adresse—Le très hon. John Turner*

**Des voix:** Bravo!

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, le pays ne repose pas uniquement sur les forces du marché. Nous l'avons doté d'un réseau ferroviaire et aérien desservant toutes les régions, d'une route nationale ainsi que d'un pipeline et d'un système de radiodiffusion. Nous l'avons doté d'une infrastructure publique. Nous l'avons doté d'un moyen de résister aux tiraillements nord-sud des forces du marché. Nous l'avons doté d'une infrastructure publique pour unir les différentes régions. Nous nous sommes opposés très énergiquement à l'Accord de libre-échange parce qu'il revenait à nous débarrasser de tout ce que nous défendions et de tout ce qui faisait notre pays. On retrouve les mêmes principes du laissez-faire, de la libération des forces du marché en exergue du discours du Trône, des principes néo-conservateurs consistant à faire passer le profit avant les gens, à laisser les faibles livrés à eux-mêmes; les forts en profiteront et tout ira bien, madame la marquise.

Nous formerons une opposition agressive, monsieur le Président. Nous allons défendre les intérêts des faibles. Nous allons continuer à obliger le gouvernement actuel à rendre compte de tous ses actes. Nous allons surveiller l'Accord de libre-échange. Nous allons lutter contre la concentration de plus en plus forte du pouvoir économique. Nous allons nous opposer à la disparition des villages et des petites villes. Nous allons insister sur le nettoyage de notre environnement. Nous allons résister contre la dégradation de nos services de santé et des autres services sociaux. J'avertis le premier ministre et le ministre des Finances (M. Wilson) que nous allons passer le budget au peigne fin.

Le premier ministre parle maintenant de réduire la dette publique. Que s'est-il passé depuis 1984? Qui est responsable de la situation dans laquelle se trouve notre pays?

• (1600)

Depuis que le gouvernement a accédé au pouvoir en septembre 1984, la dette publique est passée de 170 milliards à 320 milliards. Ce gouvernement a accumulé autant de dettes que chacun des gouvernements précédents depuis la Confédération, et ce, en quatre ans seulement, malgré les plus fortes hausses de l'impôt des particuliers dans l'histoire du Canada. Les hausses d'im-

pôt ont été plus élevées au cours des quatre dernières années que pendant les deux guerres mondiales.

En dépit d'une forte économie, le gouvernement a passé les quatre dernières années à mal administrer les finances du pays et à laisser s'accroître la dette publique. Il demande maintenant aux Canadiens de payer la note. Le premier ministre était au courant de la situation, et le ministre des Finances aussi. Ils ont induit les Canadiens en erreur, et ils devront maintenant leur rendre des comptes.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, nous devons être extrêmement vigilants. Le laisser-aller du gouvernement, son incapacité d'agir de façon cohérente et réfléchie face aux grands problèmes de ce pays représente une menace sérieuse pour tous les Canadiens et Canadiennes.

Cette Chambre n'a pas siégé depuis six mois sauf pendant quelques jours en décembre. Entre-temps, un nombre significatif d'événements se sont succédé et ont altéré d'une façon très tangible l'humeur et l'unité de notre pays.

Absent, invisible et muet depuis l'automne dernier, le premier ministre a laissé la situation se détériorer au point où maintenant des valeurs fondamentales sont soit menacées, soit carrément foulées au pied.

Toute l'histoire du Canada, depuis le jour même de sa fondation, reflète l'équilibre fragile entre les deux peuples fondateurs et les deux communautés linguistiques. C'est notre devoir à nous tous ici à la Chambre, députés élus de la population canadienne, de travailler avec ardeur, prudence et générosité à cimenter les liens entre ces deux communautés linguistiques.

Monsieur le Président, lorsque je suis entré en cette Chambre pour la première fois en 1962, comme député québécois, nous commençons tout juste à donner des services dans les deux langues officielles et cela, grâce à M. John George Diefenbaker. Il faut lui donner crédit. Et pendant l'administration de M. Pearson, il y avait une sensibilité envers les problèmes de l'unité nationale et envers l'accessibilité des deux langues, surtout au niveau fédéral pour commencer. M. Pearson avait nommé MM. André Laurendeau et Davie Dunton pour préparer le